# LA PARTICIPATION DES JEUNES AU DEVELOPPEMENT

## **GUY MADIOT**

# Des mutations sans les jeunes

La planification, l'aménagement du territoire, le progrès technique, l'action régionale, la décentralisation, le changement du mode de vie, l'ouverture des frontières transforment le visage d'un pays, d'une nation.

Mais, on peut s'interroger sur la façon dont sont perçues par les citoyens, par les jeunes qui assumeront demain la charge des décisions prises aujourd'hui, ces mutations caractéristiques du développement. On peut se demander, notamment, si les jeunes sont réellement mis à même de connaître, de comprendre, de vouloir aussi ces mutations dont ils sentent cependant qu'elles conditionnent leur avenir.

On peut se demander si les réactions d'indifférence dues pour une part à l'ignorance, les attitudes de scepticisme, d'ennui, d'insatisfaction ou de critique systématique — qu'il ne faut pas confondre avec la nécessaire contestation, fruit du dialogue, de la confrontation — ne sont pas, pour une part, dues au sentiment éprouvé par nombre de jeunes d'être considérés comme des usagers, des consommateurs, mais rarement comme des citoyens actifs, aptes à participer à ce qui pourrait être une sorte de création continue, progressive.

« Un pays qui se transforme doit, certes, associer la jeunesse à son « aménagement ; mais c'est trop peu faire que de la consulter dans « des instants de réflexion. Il faut lui donner un champ d'action à « l'échelle humaine : la région comme cadre de connaissance, la « localité comme cadre d'action, avec l'intimité qui se crée entre les « êtres et les choses ».

Cette réflexion de Robert Brichet date de 1966.

Sans doute le sentiment d'insécurité qu'éprouvent actuellement de nombreux jeunes face à l'avenir, face à l'emploi, face au logement, qu'ils soient ouvriers, paysans ou étudiants, ne constitue-t-il pas un élément de base positif pour promouvoir leur participation. Mais si, comme l'écrit Ph. Lamour, « le développement ne résulte pas de brusques mutations imposées de l'extérieur, s'il ne pénètre en profondeur qu'en partant de la situation existante et en la faisant évoluer progressivement », il postule préalablement un minimum de cohésion sociale.

Les structures administratives, scolaires, professionnelles françaises ne paraissent guère orientées dans le sens du renforcement de la cohésion sociale, au travers de ses nécessaires diversités. On peut donc se poser la question de savoir s'il n'est pas souhaitable, nécessaire, urgent de prévoir certaines interventions de caractère authentiquement démocratique qui, au travers d'un brassage géographique professionnel, social, apporteraient aux jeunes de réelles possibilités de connaissance des réalités, des diversités nationales, de participation, à différents niveaux, aux efforts qu'implique le développement.

# En France... des jalons

A diverses reprises, depuis la Libération, la participation des jeunes à des tâches d'aménagement, d'équipement, d'animation, liées à une politique de développement, de mise en valeur, a été évoquée sans que les réalisations répondent aux espoirs ou que les idées entrent jusqu'ici dans la réalité des faits,

Dans la perspective d'une réforme de l'armée, une expérience était, en 1945, entreprise dans les Landes, intégrant en alternance, formation militaire et participation à des travaux variés nécessaires à l'aménagement de la petite région... Positive, elle ne fut cependant ni poursuivie, ni étendue... Quelques réflexions d'un des promoteurs demeurent: « l'Armée créatrice » qui fit quelque bruit lors de sa publication en 1947, dans « Économie et Humanisme ».

En 1949, la création de « Jeunesse et Reconstruction », à l'initiative de l'ensemble des associations et mouvements français de jeunesse visait à « permettre à la jeunesse de participer à la reconstruction matérielle et morale du pays... » L'opinion et les pouvoirs restèrent indifférents. Le défaut de coordination des objectifs et des moyens ne permit pas de répondre à l'offre de la jeunesse.

En 1954, un colloque présidé par M. Moynet, « préposé à l'espérance » abordait le thème « Jeunesse et Aménagement des territoires ». Dialogue entre responsables de mouvements de jeunes, institutions d'éducation populaire et pionniers, tels P. Randet, A. Railliet ou J. M. Gatheron. Ce colloque, dans la perspective d'un « civisme actif » s'efforçait de préciser l'idée d'un service civil aux orientations diverses pour répondre à des besoins divers dans une perspective à la fois nationale et européenne.

A peu près dans le même temps, le Directeur Général de l'Unesco insistait sur la nécessaire participation des jeunes à la réalisation du « domaine de la jeunesse », condition nécessaire — non suffisante — d'un développement de la vie sociale, d'une intégration sociale de la jeunesse.

La guerre d'Algérie dispensa de rechercher et promouvoir les solutions possibles sur le territoire national...

La création en 1959 de Cotravaux (association de cogestion pour le travail volontaire des jeunes, groupant bientôt les représentants de 14 ministères, les responsables de 9 associations de chantiers) donnaît une impulsion nouvelle au volontariat des jeunes à l'occasion de vacances utiles et actives, permettait d'expérimenter des formes originales de participation d'étudiants, regroupés ou non en équipes pluridisciplinaires, à des études d'aménagement, à des efforts d'information, notamment en Haute Provence, en Cévennes, en Bretagne, à de nombreux efforts de création ou d'amélioration d'équipements collectifs, facteurs de mise en valeur.

Cependant, en 1963, le groupe d'études des problèmes du contingent publiait, dans la collection « Esprit » aux éditions du Seuil, une étude solidement charpentée et documentée : « service militaire et



Le service civique en Iran s'est attaché au problème de l'analphabétisme : en milieu rural il a été ramené de 80 à 50 %

réforme de l'armée... » qui faisait une large place à un inventaire — toujours actuel — des tâches susceptibles d'être confiées à des jeunes notamment dans le cadre d'un service civil. Elle mettait l'accent, au travers de nécessaires actions de complément à la formation professionnelle, d'aide à la reconversion, d'élévation du niveau des connaissances générales et professionnelles, sur l'utilité économique, civique et éducative de ce service.

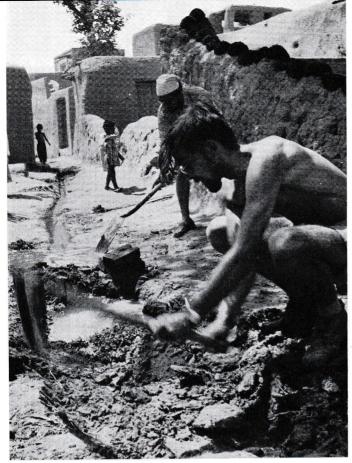
En 1965, M. Michel Debré, dans son essai « Jeunesse, quelle France te faut-il ? » évoquait, mettant l'accent sur une certaine primauté de la cohésion sociale, nombre de perspectives possibles d'une participation des jeunes des deux sexes à des tâches liées au développement de la vie économique, à l'animation de la vie sociale... Les journées nationales d'études sur les parcs naturels régionaux, organisées à Lurs, en septembre 1966, par la Délégation à l'Aménagement du Territoire et à l'Action Régionale, furent l'occasion pour certains participants, entre autres A. Lefebvre, J.P. Trystram et Ph. Viannay d'évoquer les possibilités de prise en charge par des équipes de jeunes,

souvent au travers d'expériences d'auto-gestion de l'équipement, voire de l'animation des futurs parcs naturels régionaux.

Préludant, nous l'espérons, à la mise en œuvre de nouvelles possibilités de participation des jeunes, il convient de signaler l'intervention de M. François Missoffe, Ministre de la Jeunesse et des Sports devant l'Assemblée Nationale le 23 mai 1967.

# Les tâches ne manquent pas

L'aménagement de l'espace rural français et de ses zones de vide, donc d'appel à la « colonisation », à l'heure du Marché Commun — peut absorber des années durant les énergies de très nombreuses équipes de jeunes, que celles-ci — les moins nombreuses, les plus soigneusement sélectionnées et préparées — soient orientées sur des tâches d'inventaires, d'enquêtes et d'études et contribuent à des activités d'information, ou qu'elles se consacrent essentiellement à des travaux.



Chantiers de jeunes au Pakistan

Le remembrement et l'aménagement des sols, la protection de la nature et l'aménagement de réserves, l'installation de réseaux d'adduction d'eau et d'assainissement desservant villages et hameaux, l'amélioration de la voirie rurale, l'entretien des bois, le reboissement, l'aménagement de forêts pour l'accueil des citadins, l'aménagement des villages comportant, outre une véritable coopération à une campagne permanente « Propreté et Beauté de la France », la création d'équipements sportifs et socio-culturels — ces micro-équipements où les jeunes se sentent à la fois concernés et responsables — et de structures d'accueil dans des zones à vocation touristique, la participation à l'inventaire monumental, à un recensement des sites et monuments en vue de leur sauvegarde, de leur restauration, de leur affectation possible à des activités de caractère social ou culturel... toutes tâches désormais facilitées par de nouvelles structures mises en place :

- zones de rénovation rurale,
- parcs nationaux et leurs zones périphériques,
- parcs naturels régionaux,

qui donnent la garantie que les tâches entreprises seront sérieusement élaborées dans une perspective de développement global et offrant tout naturellement des structures souples et efficaces de prise en charge des équipes. Il n'est pas jusqu'aux réformes administratives à l'étude qui ne permettent des interventions concertées, cohérentes, sources d'économie, d'efficacité.

Enfin la vie sociale et culturelle en milieu rural ne pourrait que gagner à la présence, dans ces équipes ou dans des équipes fixes ou itinérantes, d'animateurs dont le programme de formation pourrait prévoir la nécessaire participation, parfois, au sein d'équipes poly-

valentes, à des activités d'éducation physique et sportive, d'action sociale, d'information civique, d'animation culturelle, dans une perspective d'éducation permanente.

L'aménagement du cadre de vie urbain offre aussi matière à présence, à participation active d'équipes de jeunes : créations d'espaces verts, plantations, terrains de sport, de jeux et d'aventures, second œuvre des locaux collectifs résidentiels, voire participation à des études liées à l'aménagement de communautés urbaines, d'agglomérations, à l'information des citoyens, à l'animation socio-culturelle.

Mais des tâches autres, d'utilité sociale évidente, doivent aussi être entreprises, qui n'ont pas connu, à ce jour, un développement suffisant :

- participation à l'accueil, l'alphabétisation, la promotion de travailleurs migrants et de leurs familles,
- participation à la rénovation de l'habitat des personnes âgées,
- participation à des activités sociales intéressant l'enfance, la famille, le renforcement du personnel hospitalier.

Il n'est pas jusqu'au développement de l'éducation physique sportive, et de l'éducation esthétique, qui trouverait accélération et confortation dans la présence — à côté d'enseignants spécialisés — de suppléants ou de moniteurs.

Enfin, le sens de la solidarité doit pouvoir trouver son expression immédiate, efficace, lors des catastrophes : inondations, tremblements de terre, incendies qui requièrent des coopérations extérieures, d'une part, peu après l'événement — d'autre part, un peu plus tard, lorsqu'il s'agit alors d'aider la communauté sinistrée à revivre. Un tel « corps d'intervention », pouvant intervenir au plan national comme au plan international, permettrait de disposer, ultérieurement, de bénévoles techniquement formés à des tâches de secourisme et de sauvetage.

# Plaidoyer pour un service civique

Le nombre des jeunes sans emploi, notamment avant le service militaire, a connu une nette croissance, due pour une part au pourcentage élevé de ceux qui ne disposent pas d'un bagage suffisant (on évaluait récemment à 25 % de chaque classe d'âge le nombre de jeunes ne pouvant, en raison du niveau de leurs connaissances scolaires, accéder à un emploi qualifié. S'agissant de la culture générale comme de la formation professionnelle (inexistante dans trop de cas, ou prévue sans tenir compte des débouchés possibles), on peut craindre que n'aille en progressant le nombre de ces marginaux, laissés pour compte d'une société en mutation rapide.

Quand, comment devraient être entrepris les nécessaires efforts de triple rattrapage — scolaire, culturel, professionnel — liés à une meilleure intégration à la vie sociale ? Les expériences entreprises par le Ministère des Armées et par la F.P.A. sont encourageantes et mériteraient d'être multipliées... Mais ne conviendrait-il pas, cependant, de disposer de structures nouvelles, de mettre au point des méthodes nouvelles, afin d'assurer au maximum de jeunes, et si possible peu après la période de scolarité obligatoire, les indispensables possibilités de recyclage, sans perdre de vue la nécessaire rencontre avec d'autres jeunes, le nécessaire dialogue avec des adultes, la participation valorisante à des tâches d'intérêt social, participation devenue alors efficace ?

Une phase expérimentale s'imposera sans doute, minutieusement préparée, assurant la participation des collectivités locales, la concertation et la coordination des diverses administrations, de gestion ou de mission, d'instances syndicales, de groupements de jeunes, d'organismes d'éducation populaire et, plus généralement, des instances locales concernées par le développement, par l'animation...

Sans doute conviendra-t-il également de procéder à des études préalables (localisation, programmation des études et travaux, modalités de financement, investissements et fonctionnement, mise au point de formules d'auto-gestion), de préciser les modes d'encadre-



Chantier international de volontaires au Caucase (U.R.S.S.)



Les élèves du secondaire s'attachent ici (en U.R.S.S. méridionale) au problème de l'environnement

ment (1), d'assurer la sélection et un complément de formation des premiers noyaux de cadres, d'assurer la sélection des jeunes euxmêmes.

Sans doute aussi convient-il d'assurer un « climat » d'accord général, rendant possibles les actions préalables de sensibilisation, et d'information, dans une ambiance de coopération dynamique, exclusive de toute propagande.

Proposer l'action, pour entraîner, habituer à l'action, partir du réalisme des jeunes pour en permettre les meilleures formes d'expres-

1 Qui pourront faire une large place à de jeunes animateurs de la vie sociale,

futurs agents de développement.

sion, faciliter la découverte de raisons de croire, d'espérer, d'entreprendre...

« Les paysages prennent l'allure de chantiers ; il est temps de donner aux chantiers l'allure de paysages ».

(J. M. Gatheron).

Seuls les jeunes le peuvent si on leur en propose l'occasion, et qu'on leur en donne le goût et le vouloir.

L'entreprise peut sembler malaisée. Ne pas vouloir l'entreprendre, quand il en est encore temps, c'est se refuser à préparer concrètement le citoyen actif que la nation espère, que la société requiert.

3. M.

# Le service civique dans quelques pays étrangers

Le souci d'associer la jeunesse à la transformation, à l'aménagement du pays, connaît, ici ou là, des expressions originales et efficaces.

Dans les « démocraties populaires », c'est l'occasion pour des étudiants et des scolaires, dans le cadre d'un très large « volontariat stimulé » ,de prendre conscience de la dimension, de la diversité du « chantier national ».

La création des espaces verts, des terrains de jeux, voire des stades qui bordent la Vistule, dans la nouvelle Varsovie, est, pour une large part, l'œuvre des étudiants polonais... et ceux qui ont vécu cette expérience en parlent, des années après, comme d'un évènement marquant, en quelque sorte, leur promotion de citoyen actif... Nombre de travaux entrepris, en Pologne, dans les villages, en vue de la création de terrains de sports ou de jeux, de places, d'espaces verts consécutifs à la destruction de bâtiments vétustes ou de ruines, ont été pour une part, le fait de « brigades » de jeunes volontaires.

En U.R.S.S., comme en Bulgarie, en Roumanie comme en Hongrie, des dizaines de milliers de jeunes consacrent chaque année une part de leurs vacances à des activités « pionnières » qui sont l'occasion d'un certain brassage et de contacts fructueux entre jeunes urbains et milieux ruraux.

En Yougoslavie, dans la ligne des nombreuses actions de travail volontaire qui marquèrent l'aide de la jeunesse aux « partisans », la « Jeunesse Populaire » a ouvert de nombreux chantiers de caractère local ou fédéral, dont le plus connu est la « voie de la fraternité et de l'unité », qui, sur près de 1 500 kilomètres, traverse toutes les républiques constituant l'État yougoslave. Cinq ou six années durant, chaque année pendant trois ou quatre mois, 45 à 50 000 jeunes ont été les pionniers de cette vaste entreprise, menée avec des moyens adaptés... L'effort se poursuit, en d'autres domaines, intéressant le tourisme, les communications routières ou ferroviaires, l'équipement sportif et constituant en outre, du fait des structures d'accueil adoptées, une très bonne initiation à l'auto-gestion.

L'exemple d'Israël est sans doute particulier. Liées surtout à la création et au développement de centres d'activités agricoles et rurales, notamment aux frontières et dans le Neguev, mais aussi à diverses formes d'action sociale, éducative et culturelle dans de nouveaux ensembles urbains, les actions entreprises sous l'égide de la « jeunesse pionnière combattante » (le Nahal) rassemblent chaque année des équipes de jeunes gens et de jeunes filles équivalant à peu près au quart des jeunes appelés, et issues, pour la plupart, des organisations de jeunesse, nombreuses et actives.

On pourrait citer, ailleurs, les chantiers « d'action sanitaire, sociale et éducative » ouverts en Espagne, chaque année dans une province différente, par le service universitaire du travail, et qui rassemblent durant deux mois, plusieurs milliers d'étudiants et étudiantes, volontaires, sélectionnés et bénéficiaires d'un minimum de formation complémentaire préalable. Au Liban, l'Office du Développement Social assure la participation d'équipes de jeunes, sélectionnés et formés, à des actions de développement global en milieu rural, au niveau de groupes de villages.

En Tunisie, des actions de formation d'animateurs de développement rural sont intégrées à des expériences de mise en valeur, sous forme d'exploitations coopératives de jeunes paysans, de terres jusqu'ici peu ou mal exploitées.

L'Iran a su mettre au point des formules originales, en associant des équipes de jeunes, ayant déjà effectué quatre mois de formation militaire, à des actions d'alphabétisation (qui ont permis, en quatre années, de réduire le taux d'analphabétisme en milieu rural de 80 % à 50 %), à des actions de caractère sanitaire, par le moyen d'équipes volantes, dirigées par un jeune médecin dispensant aide et assistance médicales, contribuant à la mise en place d'équipements sanitaires, participant au forage de puits, à l'installation de pompes ou encore à des interventions plus étroitement liées au développement économique (création de routes, de réseaux d'irrigation, de fermes pilotes, de champs d'essais, diffusion de conseils techniques, etc...)